

La Société d'agriculture de la Généralité de Paris

Deuxième période : 1768 à 1783

Peu d'activités puis une renaissance notable

Par Christian FERAULT^(x)

Après six années d'importantes activités comme en témoignent les Comptes Rendus, l'organisation de concours et d'actions d'évaluation, la Société s'assoupit. La plupart de ses membres, nobles et ecclésiastiques de haut rang, faiblissent dans leur zèle et la Société ne rayonne plus guère.

En 1780, BERTIN se retire des affaires...

C'est BERTIER de SAUVIGNY qui prend la suite, montre des qualités remarquables d'organisateur et sait mobiliser les énergies et engager de nouveau des activités.

En peu d'années, la Compagnie réalise des travaux multiples en lien direct avec les difficultés de l'agriculture du moment. Et elles sont grandes !

Quelques personnalités de premier plan émergent et stimulent les Associés : c'est une renaissance, juste avant des questions frontales avec le Contrôle général et le Comité d'administration de l'agriculture (FERAULT, 2020 a).

Des publications qui disparaissent après 1767

L'établissement du Recueil annuel des travaux, qui avait débuté dès l'année de la création, avait déjà subi quelques manques au bénéfice cependant de *fascicules*. En 1767, paraissent des *Mémoires* et ensuite plus rien ... jusqu'à 1785.

Et pourtant, il y a sur cette longue période quelques travaux d'intérêt mais qui ne sont pas imprimés et que l'on peut aujourd'hui estimer perdus (FERAULT, 2021 a) puisqu'ils ne figurent pas dans les « *Publications diverses* » de la Société, nombreuses dans la dernière décennie du siècle.

Un signe qui ne trompe pas...

Une activité qui se réduit progressivement

A partir de 1768, les séances « *scientifiques* » de la Société disparaissent ou presque. La Compagnie ne reçoit plus de moyens matériels et doit suspendre concours, prix et récompenses.

TRUDAINE, Intendant des finances, qui avait tant fait pour les sociétés d'agriculture, décède en 1769. BERTIN, Contrôleur général des finances et à bien des égards véritable fondateur de la Société, n'a plus le même entrain et conséquemment diminue ses engagements. De TURBILLY, si dynamique et sur bien des fronts, rencontre des difficultés et il meurt en 1776. Et beaucoup d'autres sont en retrait, trop pris par leurs activités de représentation et pour certains, leurs intrigues à la Cour.

En pratique, quelques réunions ont lieu avec deux buts :

- « *comblar les vides* », c'est-à-dire élire de nouveaux Associés,
- répondre à des demandes du Gouvernement.

^(x) Directeur de recherche honoraire de l'INRA, Membre émérite et Vice-secrétaire honoraire de l'Académie d'agriculture de France.

Or ces dernières sont bien peu nombreuses et n'ont guère marqué, et l'hostilité du Contrôleur général, réelle, s'accroît et aucun moyen n'en provient. Il y a pourtant quelques *Mémoires* à publier qui permettraient de mieux appréhender certaines questions. Seul l'Intendant est « *présent* », en tant que tuteur administratif et tente de répondre aux demandes... avec les moyens dont il dispose.

L'activité des « Bureaux » provinciaux de la Société

Ainsi qu'on le sait, la zone couverte par la Généralité de Paris est vaste et à la création de la Société, trois « Bureaux » avaient été constitués à Beauvais, Meaux et Sens chacun ayant 10 associés ordinaires et Paris 20, pour un total de 50, ce qui voulait montrer l'importance accordée à ce qui n'était pas la capitale et sa proximité immédiate.

On est un peu surpris, huit ans après la constitution de la Compagnie de faire le constat suivant qui montre que le « *pouvoir parisien* » n'avait pas dû s'intéresser beaucoup à ses « *satellites* »... et ses constituants ne pas trop faire d'efforts pour concrétiser des activités relevant de leurs responsabilités :

- le Bureau de Beauvais – Senlis, Compiègne... – a réalisé quelques travaux :
 - en 1764, sur la garantie « française » et ses avantages par rapport à celle dite « hollandaise »,
 - en 1768, en demandant au Gouvernement d'interdire aux tanneurs l'emploi de l'orge pour le tannage des cuirs, notamment les années de petite récolte,
 - en 1778, avec la sollicitation de la création pour l'agriculture d'une « *juridiction particulière* », à l'image de celle concernant le commerce, afin de traiter rapidement et gratuitement les innombrables affaires associées à l'exécution des baux, aux limites parcellaires, aux usurpations progressives... Un vœu cependant non exercé.

Rien de saillant quant aux personnes et aux résultats.

- celui de Meaux – Coulommiers, Provins ... – : rien n'est à signaler ou ne nous est parvenu,
- le Bureau de Sens – Tonnerre, Vézelay... –, quand à lui, n'a jamais été constitué !

Ces états laissent circonspect : pourquoi n'y a-t-il eu que si peu ou pas d'activités ? La réponse, alors que les besoins étaient immenses, semble être un désintéret quasi-total, voire pire avec le Bureau de Sens. Et répétons-le, que faisait le « *pouvoir parisien* » ? Il y avait un Secrétaire [perpétuel] – Jean-Joseph de PALERNE, de la création jusqu'en 1781 – et une certaine activité à Paris. Pourquoi alors avoir laissé dans l'oubli et sans suivi les « *antennes* » dont l'existence était admise – de façon évidente – à la création ? On se perd en conjectures !

Le temps de BERTIN ... et sa suite

Tant que le Contrôleur général est aux affaires, les sociétés d'agriculture avec lesquelles il a des relations ou des rapports, et bien sûr la Société de Paris, reçoivent des moyens. Il en va de même en matière vétérinaire. Mais après son éloignement d'intérêt – que l'on ne peut vraiment expliquer si ce n'est par la disparition d'amis déjà cités –, le sort de la Compagnie, devenue fragile, est mis entre les mains du seul BERTIER de SAUVIGNY qui a beau faire des demandes de moyens et de locaux plus adaptés qu'une salle rue de Vendôme en l'hôtel de l'Intendant, alors que l'Académie de médecine siège au Louvre : il n'essuie que des refus ; même pour un prix de 1 200 francs relatif aux maladies des bestiaux et déjà attribué !

Dès cette époque, le Contrôleur général fait preuve de mauvaise volonté. Et ce sera pire après...

Dans un premier temps, BERTIER, aidé de PALERNE, maintient le cadre, en continuant à ouvrir des concours, certes mal assurés quant à leur financement, en cherchant des Correspondants en dehors de la Généralité et à l'étranger, en élargissant les observations rurales et météorologiques, en recherchant les *laboureurs* méritant des encouragements...

Les moyens sont rares et comptés.

Et les Associés ? ils vieillissent et, pour une fraction, se désintéressent de la chose. Les trois quarts des 20 membres du premier Bureau disparaissent. Citons d'OGILVY, l'abbé BERTIER, TURGOT, BOURGELAT en 1779, DUHAMEL du MONCEAU, en 1782.

Les séances servent au moins à élire de nouveaux Associés, notamment QUATREMÈRE d'ISJONVAL – futur Secrétaire – en 1775, CHABERT – directeur d'Alfort – l'année suivante, LAVOISIER un an après, le duc de LA ROCHEFOUCAULD en 1781, le duc de LIANCOURT et l'abbé LEFEBVRE en 1783 pour n'en citer que quelques-uns qui joueront un rôle de premier plan, à divers titres, ensuite.

Là aussi, par manque de fonds, les procès-verbaux, les comptes rendus des séances ... ne sont pas imprimés d'où des orthographes patronymiques variables comme avec DAILLY, BROUSSONET ou DUPONT par exemple.

Passons en conséquence sur les années 1770 lesquelles laissent peu de traces d'activités malgré les efforts de quelques-uns.

Une période courte mais brillante : celle de BERTIER de SAUVIGNY et de BROUSSONET

Au tournant des années 1780, un climat d'évolutions est dans la place :

- les Associés, surtout les nouveaux, développent une action personnelle, scientifique, dans un climat de progrès encore éclairé par les Lumières, et face à la situation désastreuse de l'agriculture et par contre-coup de l'alimentation des Français,
- la Société elle-même veut afficher son existence et ses activités, en modifiant sa structure administrative, la rendant plus claire et réceptive face à l'extérieur.

Le nouveau Contrôleur général JOLY de FLEURY spécialise des fractions de l'ancien ministère BERTIN et les confie à des Intendants.

Les « *affaires agricoles* » sont attribuées à l'administration des impositions dans laquelle BERTIER de SAUVIGNY « *tenait sa place* ». Le 1^{er} janvier 1781, celui-ci reçoit la direction des services agricoles et des écoles vétérinaires, des épizooties, des pépinières et l'administration d'Alfort et de sa ferme. Un très gros ensemble qu'il conservera jusqu'au 22 octobre 1787 pour le céder à BLONDEL, inspecteur des finances.

C'est donc une position considérable que détient BERTIER face à d'autres qui ne vont pas manquer d'agir ainsi qu'on le verra plus tard.

Dans cette guerre des positions et des pouvoirs, le même a très vite compris que la Société d'agriculture représentait un enjeu et pour avancer, il se fait un devoir de trouver des ressources.

Lui-même, Louis-Bénigne, comme son père Jean-Louis, ne sont pas ignorants des questions agricoles : ils connaissent les campagnes, les apprécient mais ont une bonne conscience des difficultés que l'on y rencontre. Il a une forte volonté de trouver des solutions en s'appuyant aussi sur ce qui s'est passé et se passe en Angleterre. Il veut faire de la Société un instrument raisonné de ses propres desseins et pour cela, il « *inspire* » bien des nominations. La Société qui en résultera à l'aube de la Révolution sera formée de trois parties : celle de BERTIN lors de la création, la sienne dans les années 1780 et les nominations royales de 1788.

Voyons un peu plus en détail comment est constituée la Compagnie en 1785.

Les « *Membres du Bureau* », au nombre de 20, sont présentés selon leur ordre de réception. Parmi eux se trouvent cinq abbés et parmi d'autres DAILLY, DUPONT, LAVOISIER, le duc de LIANCOURT, QUATREMÈRE d'ISJONVAL, le duc de LA ROCHEFOUCAULD, THOUIN (André) et le dernier nommé BROUSSONET.

Les « Associés » comptent 38 personnes dont 3 abbés et beaucoup de nobles de haut rang. On trouve parmi eux de grands noms de l'Histoire comme BERTIN et de LAMOIGNON de MALESHERBES, d'immenses « *savants* » tels BUFFON et TILLET et d'autres qui laisseront d'utiles témoignages

d'intense activité au sein de la Société : ABEILLE, DAUBENTON, de FOURCROY, VALMONT de BOMARE et VICQ d'AZYR.

A noter que BERTIER de SAUVIGNY – qui joue le rôle principal – est seulement dans cette catégorie, ne voulant pas, semble-t-il, confondre les genres compte tenu de ses autres responsabilités. Il n'occupera à la Société aucune fonction honorifique et, comme on le sait, sera assassiné le 22 juillet 1789.

Les « *Correspondants* » sont également 38. On les dit « *bien répartis* » sur le territoire national selon le Règlement, mais nous n'avons pu trouver leur localisation exacte. Parmi eux, citons CADET de VAUX qui jouera ensuite un grand rôle en qualité d'Associé et l'abbé ROZIER.

Les « *Membres étrangers* », au nombre de 18, essentiellement d'Europe continentale : Allemagne, Espagne, Italie, Pays baltes, Portugal et Russie. Les Anglais ne sont pas là. Est-ce dû à leur avance dans le domaine de l'agriculture ? Surprenant.

Les Secrétaires [perpétuels] se succèdent avec de PALERNE pendant 20ans – on peut s'interroger sur son efficacité –, QUATREMÈRE d'ISJONVAL les trois années suivantes, Officier de transition, puis BROUSSONET, de 1785 à 1793, un grand scientifique et un homme d'exception.

Comment Augustin BROUSSONET (1761-1807) arrive-t-il à la Société ?

Il faut bien voir les personnes, leurs positions et les pouvoirs.

BERTIER de SAUVIGNY appartient au monde de la Cour et il est membre de l'Académie des sciences. BOURGELAT et CHABERT sont des praticiens hospitaliers.

Le Contrôle général accepte en ces moments d'accorder des fonds aux seuls écoles vétérinaires. Très astucieusement, BERTIER crée à Alfort des « *Cours scientifiques* » à portée plus large et relevant de « *l'économie rurale* » telle que vue à l'époque. En 1783, se trouvent ainsi en ce lieu : DAUBENTON avec sa chaire d'économie rurale, FOURCROY pour celle d'anatomie comparée et VICQ d'AZYR en chimie.

Le même BERTIER rencontre alors BROUSSONET, « *homme de grand mérite* », docteur en médecine à 18 ans, jeune et entreprenant, introduit dans les milieux anglais – il est Associé ordinaire de la Société royale de Londres –, et disponible !, utilisé aux voisinages de BERTIER et DAUBENTON. En 1785, à 24 ans, il est nommé, à l'unanimité, membre de l'Académie des sciences et ... Secrétaire [perpétuel] de la Société d'agriculture !

C'est le déclic qu'il fallait à la Société : le tandem BERTIER-BROUSSONNET va très vite montrer ce qu'il sait faire ; les deux s'entendent très bien, voulant changer le cours des choses et agissent en conséquence. Un exemple à grandes répercussions : dès 1785, un volume de *Mémoires* paraît. Les obstacles matériels ont déjà trouvé des solutions et les pages en sont ouvertes également à des membres étrangers « *autorisés* ».

Quelques exemples d'avancées notoires aux plans scientifique et technique

- BERTIER souhaite d'une part créer un état agricole et industriel de la Généralité dont il est chargé – une idée nouvelle –, d'autre part une étude approfondie sur la taille et l'amélioration de l'impôt, vaste chantier en cette époque où beaucoup bouge. Son fils Jean-Louis reprend ses idées et travaille là-dessus avec Guillaume-Antoine OLIVIER, futur Associé résidant en 1799 et Vice-Secrétaire de 1807 à 1814, ami de BROUSSONET, en élargissant à une Histoire naturelle de la Généralité que l'on trouve aux Archives.
- Dans le début des années 1780, la question dominante est celle de l'alimentation des hommes (et des animaux) d'autant qu'à des périodes de disette voire plus, suit l'hiver 1783 qui inonde une partie de la Généralité et détruit des villages justifiant des *secours* bien insuffisants face à l'ampleur des dégâts. La Société intervient de son mieux sur bien des plans.

Quelques actions :

- o BERTIER, en se basant sur l'exemple anglais, croit au turneps et mène une campagne de propagande avec BROUSSONET, en aidant à la fourniture de semences,
- o pour combattre les maladies du blé, dont la carie, TILLET, PARMENTIER et le Secrétaire vulgarisent la culture du maïs, de la pomme de terre et du sorgho. Pour la deuxième, c'est le début d'une grande offensive qui surviendra peu après, avec l'aide de Louis XVI et de Marie-Antoinette. On se souvient du concours de l'Académie de Besançon de 1771 sur le thème : « *Des substances qui pourraient atténuer les calamités d'une disette* » et du *mémoire* de PARMENTIER qui fit sensation, répandu par BERTIN quelques années plus tard, de la querelle entre *tuberculiniens* et *antituberculiniens*, du parti pris par la Société en faveur du Grand homme et des 54 arpents de terre confiés dans la plaine des Sablons...

Sur cette période – noter aussi la crise alimentaire de 1785 –, le bienfaiteur de l'humanité est un personnage particulièrement actif, connu et reconnu qui fait honneur et connaît la Société.

- o en matière de sylviculture (pénurie de bois de chauffage) et d'arboriculture (restauration nécessaire des vergers), DUHAMEL du MONCEAU joue un rôle de premier plan,
- o en cette bientôt fin de siècle, le goût de l'histoire naturelle et des jardins est à l'honneur auquel s'emploient notamment BUFFON et THOUIN (André).

Le spectacle nécessaire de la séance publique

Dans un tel contexte, il est vite apparu aux Responsables qu'il fallait organiser une séance publique afin de manifester concrètement ce qui avait été fait et ce qui était en cours au bénéfice de l'agriculture et de l'alimentation. Et en peu de jours, cela put être concrétisé :

- le 26 mars 1786, la Société est reçue en audience par le Roi et la Reine en présence du Contrôleur général de CALONNE,
- une séance publique est tenue quatre jours plus tard, le 30, en l'Hôtel de l'Intendant. Considérée comme « *un jour de fête* » par les participants, elle débute par un discours du duc de BÉTHUNE-CHAROST, Associé depuis 1783, sur l'utilité des sociétés d'agriculture. BERTIN et TILLET sont particulièrement loués. Interviennent à la suite DAUBENTON sur l'amélioration des troupeaux, TURGOT quant aux « *arbres résineux* » et PARMENTIER remporte un triomphe mérité en traitant de pomme de terre. D'autres présentations concernent le parcage, l'emploi de la herse et la suppression des jachères... éternelle question ! Pour l'auditoire, la Société d'agriculture est fort active et « *semble en pleine faveur* ».

La 4 janvier suivant, sont nommés 23 nouveaux Correspondants dont CRETTE de PALUEL et OLIVIER.

Tout semble aller pour le mieux !

C'est sans compter avec l'action insidieuse à venir du Contrôleur général via son Comité d'administration de l'agriculture. Une lutte s'annonce qui verra, en 1788, le succès de la Société.

* *

*

Références bibliographiques

- BOULAINÉ J., 1992. Histoire de l'Agronomie en France, Lavoisier, Paris, 392 p.
- CHONÉ É., DUNGLAS J., FERAULT C., ZERT P., 2011. Index biographique des membres, 1761-2011, 134 p, publié avec le concours de l'Association des Amis de l'Académie, ISSN 0989-6988.
- Dossiers académiques [disponibles] des protagonistes. Archives de l'Académie d'agriculture de France.
- FERAULT C., 2021 a. Les publications de la Société d'agriculture de 1761 à 1814, 7 p. mises en ligne le 16 janvier, academie-agriculture.fr
- FERAULT C., 2020 a. De 1784 à 1788 : des années difficiles pour la Société d'agriculture de la Généralité de Paris jusqu'à la création de la Société royale d'agriculture, 7 p. mises en ligne le 9 juillet, academie-agriculture.fr
- LAVERGNE (Léonce de), 1859. La Société d'agriculture de Paris, son histoire et ses travaux, Revue des Deux-Mondes, tome 21, 573-603.
- PASSY L., 1912. Histoire de la Société nationale d'agriculture de France, T1 : 1761-1793, P. Renouard, Paris, 475 p.

(Février 2021)

* *
*